

# LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

**Le 2 décembre 2022.**

Plus de courant, plus de télévision, plus d'ordinateur, plus de téléphone, plus d'Internet, plus de lumière, plus de cinéma, plus de musique, plus de chauffage, plus de cuisinière, plus de four, plus de machine à laver, plus de sèche-linge, plus de fer à repasser, plus de frigo, plus de train, plus de métro, plus de bagnole et vélo électrique, etc. au secours ils veulent nous renvoyer à l'homme des cavernes, pas besoin vous n'en êtes jamais sorti !

Allez-y, encore un petit effort, coupez tout, fermez tout, cassez tout, interdisez tout, augmentez tout, permettez tout ce qui est bien dégueulasse, poussez-les à bout, pourrissez-leur la vie à l'extrême, ils finiront bien par se soulever et renverser l'ordre établi...

---

**Suite. Le ministère de la Vérité compromis. L'AFP et les médias : un gang mafieux...**

**Onde de choc au sein des réseaux du fact-checking: que se cache-t-il derrière la disparition subite de l'officine Fact & Furious ? - FranceSoir 28 novembre 2022**

ENQUÊTE - Depuis plusieurs mois, FranceSoir enquête sur la "harcelosphère" qui gravite autour de l'IHU Méditerranée dirigé par le Pr Raoult, mais aussi sur le rôle et le fonctionnement des organes de fact-checking qui ont décrété tout au long de la crise du Covid-19 quelle était la vraie de la fausse information. La présente investigation plonge dans les arcanes de la communauté des fact-checkers et s'intéresse plus spécifiquement au cas du site Fact & Furious, des pratiques douteuses de son fondateur, de son ascension aussi fulgurante que sa disparition, de son réseau opaque et tentaculaire.

**La suite à la fin de cette causerie ou à l'adresse suivante :**

<https://www.francesoir.fr/societe/onde-de-choc-au-sein-des-reseaux-du-fact-checking-que-se-derriere-disparition-fact-and-furious>

---

**Les Nations unies, une officine subordonnée au Forum économique mondial de Davos.**

**Guerre contre l'agriculture mondiale : L'Agenda 2030 « durable » non-durable des Nations unies - Réseau International 2 décembre 2022**

Au cours des dernières semaines, un assaut coordonné contre notre agriculture – la capacité de produire la nourriture nécessaire à l'existence humaine – a commencé. La récente réunion gouvernementale du G20 à Bali, la réunion de la COP27 de l'Agenda 2030 des Nations unies en Égypte, le Forum économique mondial de Davos et Bill Gates sont tous complices. En général, ils utilisent un cadre linguistique dystopique pour donner l'illusion qu'ils font le bien, alors qu'ils font

en réalité avancer un programme qui conduira à la famine et à la mort de centaines de millions, voire de milliards de personnes si on le laisse se poursuivre. Il est dirigé par une coalition d'argent.

**Pour lire l'article en entier.**

<https://reseauinternational.net/guerre-contre-lagriculture-mondiale-lagenda-2030-durable-non-durable-des-nations-unies/>

---

**Confirmation. L'ONU n'est qu'une cynique imposture pour tartufes.**

**Syrie : L'ONU appelle Israël à se retirer du Golan occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967 - Réseau International 2 décembre 2022**

Par Press TV

Avec 92 voix pour, 9 contre et 65 abstentions, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté mercredi 30 novembre une résolution intitulée « *Le Golan syrien* ».

La résolution stipule que la décision d'Israël du 14 décembre 1981 d'imposer ses lois et sa juridiction sur le Golan syrien occupé est nulle et non avenue et n'a aucune légitimité, comme l'a confirmé le Conseil de sécurité dans sa résolution n° 497 du 1981.

La résolution appelle également Israël à annuler cette décision et à se retirer complètement du Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

Le représentant adjoint de la Syrie auprès de l'ONU, al-Hakam Dandi

Il a estimé que l'obstination et le refus d'Israël d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sont la preuve de l'incapacité inacceptable des Nations unies à obliger Israël à mettre fin à l'occupation du Golan.

Selon le diplomate syrien, cet entêtement d'Israël trouve ses origines dans l'impunité offerte par les États-Unis et d'autres pays occidentaux et leurs soutiens indéfectibles à ce régime.

Il a souligné la ferme adhésion de la Syrie à son droit de restituer tout le Golan occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, affirmant que ce droit inaliénable n'est pas sujet à négociation ou concession.

Le Golan fait partie de la province de Quneitra, située dans le sud-ouest de la Syrie, dont le régime israélien a occupé un secteur pendant la guerre des Six Jours en 1967 et en a annexé illégalement une partie le 14 décembre 1981, décision qui a été rejetée par la communauté internationale. Réseau International 2 décembre 2022

---

## **Ce qu'ils pondent, l'air de rien ils y pensaient "*depuis des années*".**

J-C - Un jour ils affirmaient que c'était néfaste pour votre santé, et un autre que c'était bon. En fait, ils n'en savaient strictement rien, il suffit que je ne sais quels inquisiteurs du ministère de la Santé l'exigent pour que ces charlatans décrètent que c'était mauvais. Mieux, ces cinglés osent vous apprendre qu'ils y pensaient "*depuis des années*" !

## **Cholestérol : les œufs sont-ils bons ou mauvais pour la santé ? On a enfin la réponse - Yahoo 30 novembre 2022**

Longtemps considérés comme "*mauvais pour la santé*", les œufs retrouvent peu à peu une bonne réputation. Comme le rappelle UFC-Que Choisir, de nombreuses études scientifiques contribuent, depuis plusieurs années, à réhabiliter cet aliment, souvent mal jugé. Alors certes, il contient du cholestérol. Mais que les plus angoissés se rassurent : il s'agit de bon gras. Il n'est pas donc nécessaire de s'en priver outre mesure.

*"Le cholestérol provenant de l'alimentation n'est pas un problème en soi. Ce dont il faut se méfier, c'est de notre taux de cholestérol sanguin"*, a expliqué Joffrey Zoll, enseignant-chercheur à l'université de Strasbourg, cité par l'association de consommateurs.

Concrètement, la majorité du cholestérol dont le corps a besoin est fabriqué par le foie, le cholestérol alimentaire aurait peu d'influence sur les niveaux de cholestérol sanguin. Comme le rappelle la Fédération des producteurs d'œufs au Québec, lorsque l'on consomme moins de cholestérol alimentaire, le foie en produit davantage, et vice versa, de sorte à maintenir l'équilibre. (Donc ils le savaient ! - J-C)

Selon Joffrey Zoll, "*il est possible de manger deux œufs par jour.*" Yahoo 30 novembre 2022

J-C - Subitement, curieux, non ? Peut-être pas tant que cela, à l'heure où ils ont décidé de bannir la viande (Bœuf, porc, mouton) de notre alimentation pour sauver le climat, il faut bien que vous vous procuriez des protéines d'origine animale ailleurs, le poisson étant très cher, peu de gens en consomment, et les protéines végétales ne pouvant pas les remplacer, c'est juste une hypothèse.

---

## **Vous avez un mauvais genre, vous devriez en changer. Et dire que cela remonte aux années 60.**

## **L'idéologie du genre basée sur l'étude fautive d'un psychologue pédophile néo-zélandais - Réseau International 1 décembre 2022**

Alors que les écoles enseignent l'idéologie du sexe et du genre dès la maternelle, que l'administration Biden encourage les traitements médicaux précoces de la dysphorie de genre et que les influenceurs des médias sociaux discutent du sujet, un nombre record d'adolescentes pensent être transgenres et passent à la vie masculine.

Des adultes inquiets tirent la sonnette d'alarme sur l'absence d'études scientifiques à l'appui des traitements médicaux transgenres qui modifient de façon permanente la physiologie d'un jeune et laissent en suspens ses problèmes de santé mentale.

La psychiatre pour enfants et adolescents Miriam Grossman, qui est une professionnelle de la santé mentale depuis 40 ans, a déclaré que l'industrie du genre est construite sur les mensonges d'un psychologue perturbé.

« *John Money, qui est à l'origine de cette théorie, a émis l'idée que la biologie d'une personne – son corps, ses chromosomes – est totalement distincte de son sentiment d'être un homme ou une femme* », a déclaré Mme Grossman lors d'une interview accordée le 23 septembre dans le cadre du programme « *American Thought Leaders* » d'EpochTV.

Selon M. Grossman, l'industrie entourant l'idéologie du genre – des cliniques et hôpitaux spécialisés dans le genre aux drapeaux de la fierté transgenre et à l'émergence d'un mouvement de défense des droits civils des transgenres – est fondée sur un concept dont la véracité n'a jamais été prouvée.

« *En fait, c'est le contraire qui a été prouvé* », a-t-elle déclaré.

« *L'expérience de John Money a en fait prouvé que tout ce concept d'avoir une identité masculine ou féminine complètement séparée de votre biologie était incorrect.* »

John Money a joué un rôle déterminant dans la création de la première clinique à pratiquer des opérations de réassignation sexuelle sur des enfants et des adultes, la Johns Hopkins Gender Identity Clinic.

Dans les années 1960, Money a voulu prouver au monde entier sa théorie de l'identité sexuelle, et l'étude de cas parfaite est apparue dans son bureau, a déclaré Grossman. Mais au lieu de cela, sa théorie a été réfutée, et il a été révélé plus tard que sa théorie du genre provenait d'une étude qui avait été sérieusement corrompue.

**Pour lire la suite (vivement conseillé) :**

<https://reseauinternational.net/lideologie-du-genre-basee-sur-letude-fausse-dun-psychologue-pedophile-neo-zalandais/>

---

**A quoi servent la télévision et les réseaux sociaux ? Le culte du "en même temps" permet de tout justifier, y compris la barbarie.**

J-C - Les psychopathes dégénérés et sadiques qui nous gouvernent trouvent toujours dans la société des femmes ou des hommes plus cinglés les uns que les autres ou mentalement déséquilibrés, sur lesquels leur propagande a une telle influence qu'ils peuvent ensuite utiliser et qui prendront les mauvais coups à leurs places.

**Envoyé spécial - "Je vais vomir", "C'est tellement dérangeant", "Bande de détraqués", "Pédophilie institutionnalisée" : un reportage sur les idoles au Japon provoque l'indignation générale sur Twitter - Yahoo 2 décembre 2022**

Ce jeudi 1er décembre 2022 sur France 2, *Envoyé spécial* proposait un reportage choc sur les idoles au Japon, ces jeunes filles vénérées par une majorité d'hommes, parfois vieux, prêts à payer cher pour les approcher. Alors que le reportage montrait une idole âgée seulement de sept ans, les internautes ont été très nombreux à exprimer colère et dégoût.

Difficile de ne pas interroger ce fétichisme pour les petites filles, ni la responsabilité des parents qui acceptent la situation : la maman de Yono (7 ans), qui soutient ne pas faire cela pour l'argent mais pour l'épanouissement de sa fille qui est devenue selon elle "*moins timide*", admet tout de même être un peu inquiète. Yahoo 2 décembre 2022

---

## **Boycott ! La société du spectacle à lobotomiser passe à l'assaut. Quel cauchemar !**

### **Streaming vidéo : Paramount+ à l'assaut du marché français lepoint.fr 1er décembre 2022**

Voilà encore plus de concurrence pour les géants Netflix, Amazon Prime Video, Apple TV+ et Disney+. Le public français dispose depuis ce 1er décembre d'une nouvelle offre de contenus vidéos, films, séries et programmes pour enfants. Paramount+, le service de streaming vidéo du géant américain Paramount se lance en France.

Dans sa besace, des franchises et séries pour toute la famille. Pour la jeunesse, La Pat'Patrouille, Bob l'éponge et Dora l'exploratrice ; pour les adultes la série sur le tueur en série Dexter ; et en cinéma des sagas comme Mission : Impossible, Top Gun, Transformers, Indiana Jones et un total de 200 films, dont des long-métrages français, grâce à un accord passé avec Gaumont.

« Pour attirer le public français, nous misons d'abord sur nos licences internationales comme Star Trek ou South Park, ainsi que Tulsa King, la série avec Sylvester Stallone qui sortira début 2023. », explique Antonella Dominici, à la tête des activités de streaming de Paramount en Europe du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique.

« La France est un marché de streaming vidéo très concurrentiel. Mais il y a encore de la place pour Paramount+ », poursuit-elle, certaine que dans ce pays « clé » il y a « une audience déjà friande » des contenus qu'ils connaissent grâce aux chaînes Paramount, comme Comedy Central, MTV, Nickelodeon et Paramount Pictures. « Même si nous arrivons après plusieurs concurrents en France, je suis convaincu qu'il y a toujours de l'appétit pour nos contenus de haute qualité. Le fait de se lancer aujourd'hui nous permet de tirer les leçons des différents marchés où nous sommes déjà présents », estime Antonella Dominici. lepoint.fr 1er décembre 2022

---

## **Totalitarisme. Dictature énergétique : Ils l'avaient aussi programmée de longue date.**

### **Voici le type de coupures d'électricité auxquelles nous prépare le gouvernement pour cet hiver - Le HuffPost 1 décembre 2022**

Au cas où, faites une réserve de bougies. En ce mercredi 30 novembre, le gouvernement « n'écarte ni ne confirme » le risque de coupures d'électricité cet hiver en cas de production électrique insuffisante sur fond de baisse des températures. L'heure est donc à l'anticipation.

Il est possible qu'il y ait « des coupures temporaires sur une partie du territoire » et une circulaire de la Première ministre sera bientôt transmise aux préfets, afin d'« anticiper et préparer » les coupures à l'échelle locale.

Si la situation venait à se compliquer, l'application ÉcoWatts – « bison futé de l'électricité » que le gouvernement incite à télécharger – passera au rouge trois jours avant les coupures de courant. Les

Français seront alors exhortés à réduire leur consommation d'électricité, faute de quoi, les coupures seront actées.

Elles ne dureront pas plus de deux heures et uniquement sur deux tranches horaires : le matin, entre 8h et 13h, et le soir, de 18h à 20h. Dans ÉcoWatts, les clients seront avertis à 17h des délestages prévus le lendemain. Ils devront alors préciser leurs adresses (domicile, bureau, etc.) pour savoir s'ils sont concernés.

Les personnes vulnérables ou dépendantes d'un équipement médical à domicile seront identifiées en amont par les autorités sanitaires locales, avec une prise en charge nécessaire pour éviter tout risque. *« On demandera [aux préfets] de mobiliser les agents de l'État, des services publics et des associations si besoin, pour s'assurer de la bonne information des usagers qui n'auraient pas accès à Internet ou ne serait pas familier des dispositifs », assure-t-on au gouvernement.*

Les écoles et universités ne seront pas à l'abri de coupures. En cas de délestage, l'accueil des enfants ne sera pas assuré le matin. Niveau transport, le gouvernement n'exclut pas l'arrêt de certains trains, faute de signalisation en état de marche. *« On ne prendra pas le risque de se retrouver avec des trains bloqués en pleine voie et en plein hiver. Il y aura des mesures d'arrêt de la circulation », prévient-on. Le HuffPost 1 décembre 2022*

### **Pénurie d'électricité : Orange s'inquiète des risques de coupure du réseau mobile cet hiver - lemediaen442.fr 30 novembre 2022**

Auditionnée le mercredi 30 novembre 2022 par la commission des affaires économiques du Sénat, Christel Heydemann, directrice générale du groupe Orange, est revenue sur les conséquences des possibles délestages auxquels pourraient faire face les opérateurs cet hiver.

*« Je crains que nos concitoyens et les Français découvrent que les réseaux télécom dépendent d'électricité et il est illusoire d'imaginer mettre des batteries au pied de chacun des sites mobiles en France. »*

*« Il est illusoire d'imaginer qu'en cas de délestage, on saura maintenir un service continu pour l'ensemble des Français. Les services mobiles, s'ils sont éteints dans une zone géographique pendant deux heures, il n'y aura pas d'accès aux services de numéro d'urgence pendant un temps », a déclaré la directrice générale d'Orange. lemediaen442.fr 30 novembre 2022*

---

### **Les marionnettes de Washington.**

**Guerre en Ukraine: Washington réaffirme que "seul Zelensky peut décider quand négocier avec Poutine" - BFMTV 30 novembre 2022**

**Emmanuel Macron appelle Washington à ne pas faire de l'Europe "une variable d'ajustement" - BFMTV 1 décembre 2022**

## **Macron : Le « meilleur partenaire » de l'impérialisme américain.**

**« Frères d'armes » : Joe Biden et Emmanuel Macron réaffirment la solidité de leur alliance - Journal du Dimanche 1 décembre 2022**

Le chef d'État français a souligné une amitié franco-américaine « enracinée à travers les âges », jugeant que les deux nations étaient « sœurs dans leurs combats pour la liberté », a rapporté l'Agence France-Presse.

« Face au retour de la guerre, suite à l'agression russe contre l'Ukraine et face aux crises multiples qui frappent nos nations et nos sociétés, il nous faut savoir redevenir frères d'armes », a clamé Emmanuel Macron. « Cet esprit de fraternité doit nous permettre de bâtir un agenda d'ambitions et d'espoirs car nos deux pays ont la même foi dans la liberté, dans les valeurs démocratiques, dans l'importance de l'éducation et du travail, dans le progrès par les sciences et le savoir », a-t-il poursuivi.

« Les États-Unis ne pourraient pas demander de meilleur partenaire avec qui travailler que la France », a assuré Joe Biden, avant de scander « liberté, égalité, fraternité ». Journal du Dimanche 1 décembre 2022

---

## **Un statut que personne ne leur enviera.**

**New York devient la ville la plus chère du monde - lesechos.fr 1 décembre 2022**

Classement annuel réalisé par l'hebdomadaire britannique « *The Economist* ». lesechos.fr 1 décembre 2022

**La mairie de New York cherche un chef "sanguinaire" pour mettre fin à la prolifération des rats - BFMTV 1 décembre 2022**

L'"abattage" des millions de rats de la ville peut rapporter entre 120.000 et 170.000 dollars par an. BFMTV 1 décembre 2022

---

## **Ils osent tout, même qu'ils sont plein de bonnes intentions.**

**Borne déclenche un septième 49.3 - Paris Match 30 novembre 2022**

La Première ministre a ressorti mercredi l'arme constitutionnelle, sur le projet de budget de la Sécurité sociale pour 2023, en lecture définitive à l'Assemblée nationale. Paris Match 30 novembre 2022

**Gabriel Attal au chevet des Français qui travaillent de nuit - Europe1 30 novembre 2022**

**Pourra-t-on bientôt se faire enterrer avec son chien ou son chat? - BFMTV 30 novembre 2022**

Alexandre Vincent, élu du Rhône, veut permettre aux proches de défunts de pouvoir placer les cendres d'un animal de compagnie dans le cercueil de son propriétaire décédé. Le RN et Renaissance devraient voter en faveur de cette proposition de loi qui pourrait arriver à l'Assemblée en mars prochain. BFMTV 30 novembre 2022

### **Une proposition de loi déposée pour bannir les "colliers de dressage" pour chiens - BFMTV 30 novembre 2022**

### **Covid-19 : l'exécutif planche sur un retour obligatoire du masque - LePoint.fr 1 décembre 2022**

Le masque avait disparu des transports en commun en mai dernier, après une décision du gouvernement.

Le gouvernement a fait appel au Covars, successeur du conseil scientifique, pour déterminer si le masque doit de nouveau être obligatoire, indique RMC. LePoint.fr 1 décembre 2022

### **Ukraine: l'Assemblée nationale condamne le "crime d'agression" de la Russie, abstention du RN et de LFI - BFMTV 30 novembre 2022**

Une résolution adoptée ce mercredi par les députés "condamne avec la plus grande fermeté l'attaque brutale, injustifiée et illégale" de la Russie et ses "crimes de guerre, voire crimes contre l'humanité." BFMTV 30 novembre 2022

---

### **Chine. Ils se démasquent, avec toujours les mêmes ingrédients qu'au cours des années précédentes en Tunisie, en Egypte, en Irak, en Syrie, en Libye, etc.**

J-J - C'était une grossière manipulation des agences de presse occidentales, partiellement dévoilée par une officine dont les articles sont régulièrement repris par le blog du Forum économique mondial, *The Conversation*.

Au départ et pendant plusieurs jours les médias tiennent un récit qui tient de la désinformation débridée, mais il a le défaut d'avoir déjà servi. Tous mêlent vérités et mensonges grossiers, désirs et réalité.

**Journal du Dimanche 1 décembre 2022** - Ces slogans résonnent depuis plusieurs jours en Chine, lors de manifestations spontanées... Le mouvement de contestation, qui a pris une ampleur sans précédent... Une situation inédite depuis Tian'anmen en 1989... Plusieurs dizaines de campus universitaires chinois sont au cœur des mouvements... On observe une articulation inédite entre l'espace numérique des réseaux sociaux, où les jeunes sont particulièrement présents, et l'expression du mécontentement dans l'espace public physique.

J-C - Mais l'un d'entre eux apportent des précisions qui les contredisent.

**The Conversation 30 novembre 2022** - Si les protestations constituent assurément des défis sérieux à l'autorité, il convient de les relativiser. Ainsi, il n'existe pas de véritable parallèle avec les manifestations de la place Tiananmen en 1989. Cette fois, les manifestants se dispersent après avoir

défilé et protesté, et leurs revendications portent principalement sur les restrictions pour contrer la Covid et non sur des principes politiques plus larges.

J-C – Cette dernière affirmation pouvait porter à confusion, seuls certains slogans avaient une portée politique générale, mais pas leur liste de revendications, en tout cas celle que j'ai lue dans leur article je crois, qui comportait 5 ou 6 points relatifs à la politique sanitaire imposée par les autorités.

---

### **Suite. Propagande en famille et mimétisme à tous les niveaux. Le naufrage.**

Dans son éditorial de *La Tribune des travailleurs* (POID), il aura suffi à D. Gluckstein que parmi quelques centaines de manifestants en Chine "certains" entonnent *L'Internationale* pour y voir un évènement d'une portée politique générale à la manière des éditocrates des médias mainstream, qui de leurs côtés n'ont pas hésité à évoquer un évènement "historique" à propos de quelques dizaines ou centaines de manifestants dans certaines grande villes d'un pays comptant 1,4 milliard d'habitants.

Comment ces gens-là en arrivent-ils à de telles aberrations ou désinformations ? Pourquoi ?

#### **La Tribune des travailleurs - Le genre humain par Daniel Gluckstein**

[https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web\\_reader/article?id=5808](https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web_reader/article?id=5808)

Extraits.

D.G. - Les dirigeants des pays capitalistes et leurs médias s'inquiètent. Sur France Inter, on interroge une « spécialiste » : « On a entendu certains chanter L'Internationale, est-ce que cela a un sens particulier en Chine ? » Réponse : « *C'était, c'est le chant révolutionnaire qui était repris par le Parti communiste avant que la Chine ait son propre hymne national. Et en fait, c'est surtout les ouvriers à Wuhan qui ont chanté. D'ailleurs, au début, c'était un peu une manière sans doute d'apaiser la répression éventuelle en montrant qu'ils n'étaient pas contre le système mais contre la politique anti-Covid. Là, on n'est plus dans le chant de L'Internationale, on est dans la protestation contre un système politique lui-même.* »

J-C - Non seulement ils privilégient la propagande à l'information objective, ils recourent aux mêmes méthodes que les médias institutionnels en se situant finalement sur le même terrain politique. Pire encore, ils n'hésitent pas à s'en remettre à une « spécialiste » de France Inter sans se demander quel intérêt a ce média d'Etat à construire un récit favorable à ces manifestants par ailleurs soutenus par Macron et Washington. Pourquoi se poseraient-ils ce genre de questions puisque finalement ils le confirment eux-mêmes par la suite :

D.G. - Selon une dépêche de l'AFP, quelques jours plus tard à Pékin, les étudiants manifestent en chantant L'Internationale et en scandant « *la liberté triomphera* ». Le 28 novembre, c'est à Taïwan que se tient un rassemblement en solidarité avec les travailleurs chinois où l'on chante... à nouveau *L'Internationale* en chinois.

J-C - On va sans doute m'accuser de faire le jeu des autorités tyranniques chinoises, alors qu'en réalité je ne fais que montrer comment des gens qui sont censés vous informer manipulent les faits sans scrupule, en l'occurrence de modestes rassemblements en leur donnant une signification

démessurée ou sans rapport avec leur importance ou la réalité... Pourquoi ? Il existe plusieurs explications. C'est très tordu, c'est notre époque qui veut cela, mais on peut en venir à bout.

Alors pourquoi ? De manière à justifier leur étiquette de gauche ou d'extrême gauche, à moins que ce soit destiné à faire croire à leurs militants ou sympathisants que la lutte de classe du prolétariat se porterait bien ou que la classe ouvrière serait passée à l'offensive ou qu'on serait à la veille de manifestations de masse, alors qu'il n'en est rien ou c'est une pure vue de l'esprit, notez bien, sachant que cela arrivera un jour, ainsi ils pourront proclamer à la face des naïfs que les faits leur ont donné raison, vous aurez compris que ce procédé est également démagogique, ils y recourent pour servir plusieurs buts inavouables à la fois, ce que le militant ou le lecteur ne maîtrisant par la dialectique ne percevra pas, soit dit en passant, ils le savent et c'est d'ailleurs pour cette raison que leur courant politique existe toujours.

Parmi ces objectifs figure celui de reprendre l'air de rien à leur compte un ou des éléments du discours des représentants des puissances occidentales, dont la propagande vise quotidiennement la Chine, de telle sorte que les lecteurs condamnent par exemple l'attitude de la Chine envers Taïwan sous protectorat américain. Autrement dit, pour peu qu'on lise attentivement, c'est là qu'ils se démasquent ou qu'ils témoignent, que leurs réelles intentions n'avaient rien à voir avec un quelconque soutien à ces manifestants, parce que leurs motivations étaient purement réactionnaires.

On n'avait pas besoin de tout ce fatras opportunistes pour soutenir ces manifestations. Car bien sûr qu'elles sont légitimes. Quand bien même il n'y aurait eu qu'un seul Chinois dans la rue pour s'opposer à la politique du "zéro covid", qui n'a aucune justification sanitaire ou scientifique et relève uniquement du règne de la terreur, notre devoir aurait été de le soutenir, précisons, sans avoir à invoquer l'argumentation des dictatures occidentales.

Si maintenant ils y recourent, c'est qu'il existe une raison à cela. Laquelle ? Là c'est fastoche et tous les lecteurs vont comprendre immédiatement de quoi il s'agissait.

Il leur faut passer sous silence ou faire oublier que pendant près de trois ans en France ou dans leur propre pays, ils avaient emboîté le pas à Macron-OMS-Gates-Davos sur la mystification sanitaire, la soi-disant pandémie au covid-19 construite à coup de tests PCR trafiqués, de faux cas, la muselière et la "vaccination"... Bref, en réalité ils avaient adopté la même politique liberticide ou totalitaire que les autorités chinoises, ce qui la fout mal pour les critiquer ou de soi-disant trotskystes, d'où le recours à ces minables expédients pour fausser la piste de leur propre compromission.

Vous avouerez qu'ils se donnent un mal de chien pour nous berner ou se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, ce dont nous ne sommes plus dupes.

Quelques jours après un emballement médiatique hystérique, constatant que la Chine ne s'enflammait pas ou que le vœu de leurs maîtres n'avait aucune chance d'être exhaussé, ils ont été contraints, je cite, de "*relativiser*" ces manifestations ou plutôt rassemblements, qui pour la plupart n'avaient rien de spontané comme ils ont fini par l'avouer, ce que Gluckstein avait lu ou savait, mais qu'il a préféré ignorer délibérément aggravant son cas, qui lui est avéré !

J'ai fourni tous ces éléments dans mes dernières causeries, auxquelles je renvoie les lecteurs, qui peuvent ainsi vérifier eux-mêmes que je ne raconte pas de blagues.

Par acquis de conscience. Je vais faire mieux pour ne laisser aucun doute dans la tête des lecteurs sur le bienfondé de mon argumentation. Je vais vous fournir les liens des articles de presse où figurent les infos auxquelles a fait référence Gluckstein, vous noterez que les dates (27 novembre)

sont antérieures à son éditorial (30 novembre), c'est ce qui s'appelle être pris en flagrant délit de manipulation. Ils nous avaient déjà fait le coup avec la Tunisie, l'Égypte, etc.

**Chine : des milliers de manifestants contre le "zéro Covid" dans plusieurs villes - AFP/france24.com 27 novembre 2022**

<https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20221127-chine-des-milliers-de-manifestants-contre-le-z%C3%A9ro-covid-dans-plusieurs-villes>

**En Chine, la contestation gagne les étudiants contre la politique zéro-Covid - AFP/huffingtonpost.fr 27 novembre 2022**

[https://www.huffingtonpost.fr/international/video/en-chine-la-contestation-gagne-les-etudiants-contre-la-politique-zero-covid\\_210792.html](https://www.huffingtonpost.fr/international/video/en-chine-la-contestation-gagne-les-etudiants-contre-la-politique-zero-covid_210792.html)

**Les manifestations contre la politique « zéro Covid » prennent une ampleur inédite en Chine - nouvelobs.com 27 novembre 2022**

<https://www.nouvelobs.com/coronavirus-de-wuhan/20221127.OBS66467/les-manifestations-contre-la-politique-zero-covid-prennent-une-ampleur-inedite-en-chine.html>

**Les protestations contre la politique zéro-Covid se multiplient en Chine. Personne ne sait comment tout cela va finir - The Conversation 30 novembre 2022**

[https://fr.news.yahoo.com/protestations-contre-politique-z%C3%A9ro-covid-151225106.html?guccounter=1&guce\\_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xiLmNvbS8&guce\\_referrer\\_sig=AQAAAKYMaCcZjX3YhKH7DbYMPZ2JsvsuF0TWRm89kIudlexlKzKtLhuvq7Xy\\_bduKqyAEFm6Hc9BOB8y-H-VHDT0HFDZ2wMKVpVUpM7QGcsymSkvjLD-fa8o4DJwFU4zU1HAVoGRyeWWAQNSRnJ8ygQccQ5B7MHGMm0SGW57CLGT9YYK](https://fr.news.yahoo.com/protestations-contre-politique-z%C3%A9ro-covid-151225106.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xiLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAAKYMaCcZjX3YhKH7DbYMPZ2JsvsuF0TWRm89kIudlexlKzKtLhuvq7Xy_bduKqyAEFm6Hc9BOB8y-H-VHDT0HFDZ2wMKVpVUpM7QGcsymSkvjLD-fa8o4DJwFU4zU1HAVoGRyeWWAQNSRnJ8ygQccQ5B7MHGMm0SGW57CLGT9YYK)

En prime, l'article que j'avais cité dans ma causerie du 29 novembre 2022, en fait j'en avais lu d'autres, je vérifie tout dorénavant.

**En Chine, une mobilisation historique par son étendue sur le territoire - euronews 28 novembre 2022**

<https://fr.news.yahoo.com/chine-mobilisation-historique-étendue-territoire-132859224.html>

---

**Dossier guerre de l'OTANazie contre la Russie**

**Le néonazi Zelensky a vendu l'Ukraine ou ce qu'il en restera à BlackRock.**

**Zelensky confie la gestion des investissements privés en Ukraine au fonds d'investissement américain BlackRock - FranceSoir 29 novembre 2022**

Le gouvernement ukrainien s'allie à la société d'investissement américaine, BlackRock, pour "relancer son économie". Un protocole d'accord a été signé le 10 novembre dernier, a annoncé le

lendemain le ministère ukrainien de l'Économie. Cet accord porte sur la réalisation d'une plateforme visant à attirer des capitaux privés.

Ce protocole d'accord fait suite à la discussion entre le président ukrainien, Volodymyr Zelenskyy, et le PDG de BlackRock, Larry Fink, en septembre 2022. Ils avaient évoqué la possibilité d'une mission de conseil "*pro-bono*" de la part de Financial Markets Advisory au profit du gouvernement ukrainien. Mission qui porterait sur "*la structuration d'un fonds de reconstruction, sur le processus d'investissement, sur la gouvernance et l'utilisation de l'argent levé pour le fonds*", lit-on.

La filiale de BlackRock est vite entrée dans le vif du sujet. À peine une semaine après la signature de cet accord, ce gestionnaire de fonds a participé à la vérification préalable d'un engagement de 500 millions de dollars de la part du magnat australien du minerai de fer Andrew Forrest, pour le lancement d'un fonds d'investissement international de 25 milliards de dollars destiné à aider l'Ukraine.

BlackRock a créé Financial Markets Advisory (FMA) après "*la crise financière en avril 2008 pour fournir un soutien dédié aux gouvernements, aux banques centrales et aux institutions financières dans le monde entier*". Il s'agit d'une "*activité distincte et indépendante de l'activité de gestion d'actifs traditionnelle de BlackRock*", peut-on lire sur le site de la société américaine.

Durant les premières semaines de la guerre en Ukraine, BlackRock a enregistré une perte de 17 milliards de dollars. Selon le Financial Times, la valorisation des titres russes gérés par le géant mondial de la gestion d'actifs a été ramenée de 18,2 milliards fin janvier à 1 milliard le 28 février 2022.

La signature du protocole d'accord entre BlackRock et l'Ukraine est passée presque inaperçue. Sur Twitter, des internautes accusent Zelensky d'avoir "*vendu*" l'Ukraine aux États-Unis. FranceSoir 29 novembre 2022

---

## **La conférence de presse du ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov.**

### **Pour Lavrov, il est impossible de restaurer les relations avec l'Occident en matière de sécurité - RT 1 décembre 2022**

Dans un contexte marqué par l'offensive en Ukraine et les dissensions entre l'OTAN et Moscou, le ministre russe des Affaires étrangères tient une conférence de presse sur la sécurité européenne, ce 1er décembre dans la capitale.

Sergueï Lavrov a évoqué le cas de RT, censuré par les autorités européennes, en dressant un parallèle avec le bombardement du centre de télévision de Belgrade par l'OTAN. «*Quand le centre de télévision a été bombardé à Belgrade – le bâtiment même et la tour –, l'explication a été très simple aussi : "Cette télévision diffuse de la propagande et soutient l'esprit de l'armée yougoslave"*», a ainsi rappelé le ministre.

Et d'ajouter : «*C'est d'ailleurs la même logique que celle qui est utilisée en France maintenant quand sur l'ordre de Macron RT et Spoutnik se voient privés d'accréditation à l'Élysée parce que le président a dit personnellement qu'on ne nous laisserait pas entrer puisque nous ne sommes pas des médias mais des moyens de propagande.*»

Sergueï Lavrov souligne qu'Emmanuel Macron a affirmé pendant deux semaines qu'il envisageait une conversation avec Vladimir Poutine. *«Nous attendions son appel. Puis il a dit qu'il ne tenterait pas de le faire avant d'aller à Washington»*, note le chef de la diplomatie russe.

Concernant la position des Etats-Unis, il souligne que Washington affirme vouloir discuter des questions de stabilité avec Moscou, mais explique dans le même temps que la Russie doit être battue en Ukraine.

*«Il ne faut pas dire que les Etats-Unis et l'OTAN ne participent pas à cette guerre. Bien au contraire, ils y participent tout à fait directement»* estime le chef de la diplomatie russe, pointant du doigt une *«inondation»* de l'Ukraine par des armes occidentales *«pour tuer des Russes»*. Fournitures d'armes, auxquelles s'ajoute la formation de militaires ukrainiens *«sur le territoire des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et d'autres pays»*, poursuit le ministre. Ce dernier évoque également le renseignement occidental, au profit des forces ukrainiennes, ainsi que le *«travail sur le terrain»* d'instructeurs étrangers et de mercenaires.

Evoquant les différents canaux de communications existant entre le gouvernement russe et les pays occidentaux (notamment les Etats-Unis) Sergueï Lavrov souligne que Vladimir Poutine s'entretient avec tous ceux qui le souhaitent. *«Nous n'évitons aucun contact»*, ajoute-t-il.

Il dément néanmoins de récents contacts avec le département d'Etat américain.

Au sujet de l'attitude occidentale vis-à-vis de ce que Moscou présente comme une *«opération militaire spéciale»*, Sergueï Lavrov rappelle l'absence de réactions lorsque des pays occidentaux ont bombardé la Yougoslavie, l'Irak, la Libye ou encore l'Afghanistan.

*«Je me soucie de toutes les pertes de vies humaines en conséquence d'opérations militaires, mais parlons de ces pertes sans deux poids deux mesures»*, ajoute-t-il.

Interrogé sur la volonté du pape François de jouer les médiateurs entre Moscou et Kiev, Sergueï Lavrov a dénoncé ses propos *«pas chrétiens»* sur les minorités ethniques en Russie.

Pour rappel, le pape avait accusé les minorités russes d'être *«les plus cruelles»* en Ukraine, suscitant une vague d'indignation en Russie.

*«Les Etats-Unis et l'Union européenne, en Ukraine, ne font rien d'autre que de mettre à bat tous les principes de coopération de l'OSCE en promouvant leur propre approche»*, estime le ministre russe. Ce dernier accuse les Occidentaux de promouvoir de *«petits formats non inclusifs, tels que la CPE (Communauté politique européenne)»* tout en cherchant à *«torpiller»* des plateformes multilatérales telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

*«L'Europe est complètement assujettie par les Etats-Unis»*, dit-il au sujet de la sécurité européenne, après avoir évoqué la visite d'Emmanuel Macron à Washington.

*«Nous nous rappelons comment l'OTAN a été créée, quand le premier Secrétaire général de l'Alliance, [Lord] Ismay, est arrivé avec la formule "Garder les Russes en dehors de l'Europe, les Américains en Europe, et les Allemands sous leur contrôle". Désormais, ce que l'on voit, c'est que l'OTAN revient à ses priorités conceptuelles développées il y a 73 ans. Rien n'a changé. Ils veulent garder les Russes hors d'Europe, les Américains ont déjà mis la main sur toute l'Europe et ils gardent sous leur contrôle pas seulement les Allemands, mais toute l'Union européenne. Donc la philosophie de domination et les avantages unilatéraux n'ont pas disparu à la fin de la Guerre froide»*, analyse Sergueï Lavrov.

Interrogé sur les relations de Moscou avec la diplomatie européenne, Sergueï Lavrov déplore son caractère partisan. Rappelant les propos de l'ambassadeur ukrainien au Kazakhstan, qui avait appelé à tuer «*le plus possible*» de Russes, le ministre déplore que personne n'ait commenté ces déclarations.

Selon Sergueï Lavrov, il est désormais impossible de restaurer les relations avec l'Occident en matière de sécurité. «*Il n'y aura pas de "business as usual"*», explique-t-il, en raison selon lui de la politique menée par l'Occident.

Le ministre russe reproche à Kiev et ses partenaires occidentaux d'avoir refusé la mise en place des accords de Minsk, censés permettre le règlement de la guerre dans le Donbass. «*La Russie n'avait d'autre choix que de reconnaître les Républiques de Donetsk et Lougansk comme indépendantes*», fait valoir Sergueï Lavrov évoquant les nombreux réfugiés arrivés en Russie en raison des bombardements de Kiev dans le Donbass. Il ajoute que Moscou a ensuite lancé une «opération spéciale» en Ukraine «*conformément à l'article 51 de la charte de l'ONU*» pour protéger ses citoyens. Cet article prévoit le «*droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée*».

Sergueï Lavrov revient sur les moments ayant précédé le lancement de l'offensive russe en Ukraine. Il rappelle que Moscou avait proposé une réunion sur la sécurité de l'Europe à ses partenaires occidentaux, qui n'ont pas retenu les propositions de Moscou. La Russie souhaitait en particulier limiter l'extension de l'OTAN à l'Est. RT 1 décembre 2022

---

### **Suite. Le ministère de la Vérité compromis.**

#### **Onde de choc au sein des réseaux du fact-checking: que se cache-t-il derrière la disparition subite de l'officine Fact & Furious ? - FranceSoir 28 novembre 2022**

ENQUÊTE - Depuis plusieurs mois, FranceSoir enquête sur la “*harcelosphère*” qui gravite autour de l'IHU Méditerranée dirigé par le Pr Raoult, mais aussi sur le rôle et le fonctionnement des organes de fact-checking qui ont décrété tout au long de la crise du Covid-19 quelle était la vraie de la fausse information. La présente investigation plonge dans les arcanes de la communauté des fact-checkers et s'intéresse plus spécifiquement au cas du site Fact & Furious, des pratiques douteuses de son fondateur, de son ascension aussi fulgurante que sa disparition, de son réseau opaque et tentaculaire.

La confiance de la population française dans ses médias d'information est au plus bas niveau : seuls 26% des Français déclarent avoir confiance dans les médias mainstream, selon un sondage MIS Group réalisé pour FranceSoir et BonSens.org en novembre 2020. L'onde de choc sur les réseaux sociaux suscitée par la nouvelle de la fermeture soudaine du site Internet de Fact & Furious ce 26 novembre 2022, en amont de la parution de cette enquête, risque de ne rien arranger. Présenté dans la presse comme un « *média indépendant de fact-checking* », ce site controversé et son directeur, le sulfureux Antoine Daoust, ancien militaire de 39 ans reconverti à l'occasion de la crise du Covid-19 en chasseur « *de complotistes et d'anti-vax* », sont au cœur de la tourmente depuis les premières révélations de Malika Daoust, son épouse, mardi 22 novembre sur la chaîne YouTube d'Idriss Aberkane

Violences conjugales, coups et blessures aggravés sur mineur, menaces de morts, mercenariat, manipulation de l'information pour le compte de commanditaires, falsification de tests PCR,

déboire judiciaire... loin de l'image médiatique de l'homme honnête, désintéressé et désireux de déjouer les contrevérités, c'est un tout autre portrait d'Antoine Daoust que brosse sa femme : « *Un homme violent, menteur et manipulateur, même auprès de sa famille* ». Un récit accablant dont cette mère de famille a initialement voulu faire part à l'Agence-France presse qui, d'après son témoignage, a couvert l'affaire de façon à protéger le fact-checker revendiqué.

Cette affaire révèle un scandale qui vient jeter un pavé dans la mare des réseaux étroits et coordonnés du fact-checking, ébranlant ainsi une crédibilité déjà bien entamée.

De l'information vraie au blanchiment de fausses informations

Les Décodeurs du Monde, Checknews de Libération, l'AFP Factuel, Fakes Off de 20 Minutes, Les Observateurs de France 24... ces dernières années, les rubriques de fact-checking ayant vocation à prétendument rétablir « *la vérité* » et lutter contre les fausses informations se sont multipliées. Dans un monde au sein duquel règne une profusion d'informations, parfois vraies, parfois fausses, une rubrique qui permet de faire le tri peut, sur le principe, s'avérer un outil d'orientation utile.

En revanche, puisque l'information émane de la presse publique et privée, dont l'indépendance est souvent l'objet de critiques – dépendance aux actionnaires, à l'État, à un parti pris idéologique : les raisons ne manquent pas – un média indépendant et autonome en charge de sa vérification semble, en dehors de la vérification par d'autres pairs, l'un des moyens les plus légitimes pour acquérir aux yeux du grand public une crédibilité en la matière.

Comme le rappelait Fabrice Fries, PDG de l'AFP, lors de la cinquième édition de Médias en Seine mardi 22 novembre, à laquelle FranceSoir était présent : « *Le fact-checking est souvent confondu avec la vérification. Or, la vérification, c'est quelque chose de très différent. C'est quelque chose que tous les médias sont censés faire : vérifier avant de publier son propre contenu. Le fact-checking porte sur des contenus de tiers et qui sont déjà publiés. C'est très différent.* »

C'est dans ce contexte qu'intervient Fact & Furious, un site Internet décrit dans la plupart des médias comme un « *site indépendant de fact-checking* », dont les publications ont été régulièrement reprises par divers organismes de presse aussi bien en France qu'à l'étranger. Un site de vérification des faits apparu soudainement dans le paysage médiatique dont l'ascension sera aussi rapide qu'étrange. Après avoir obtenu rapidement un certificat IPG délivré par le ministère de la Culture, lui octroyant un statut de site "*d'information politique et générale*", le site a décroché un prestigieux contrat de collaboration avec l'Agence France Presse dans le but de collaborer à la lutte contre la désinformation.

Au cœur de l'enquête sur Fact & Furious

Quel était le rôle de Fact & Furious ? Vérifier loyalement des informations publiées par des tiers ou bien « *blanchir* » de fausses informations ? Et qui est vraiment Antoine Daoust, le propriétaire du site ? Que se cache-t-il derrière l'ascension fulgurante de Fact & Furious ?

Cette investigation de plusieurs mois menée par FranceSoir et puis plus récemment par l'essayiste Idriss Aberkane, révèle un scandale de nature à ébranler la crédibilité et la probité du système médiatique français.

Lanceuse d'alerte, Mme Daoust a décidé de sortir du silence en prenant contact avec FranceSoir, certains membres de l'association BonSens.org (depuis mars 2022) et Idriss Aberkane dans le but « *de dévoiler à tout le monde qui est Antoine Daoust* » et quelle est la « *vraie vérité* » derrière la

création de Fact & Furious, organe qui détient un contrat de collaboration avec l'AFP et de supposés liens étroits avec Rudy Reichstadt, directeur de *ConspiracyWatch*, ou bien encore Tristan Mendès France, membre de l'*Observatoire du conspirationnisme*.

Censurée par les fact-checkeurs, cette mère de famille rapporte également les violences (psychologiques et physiques) dont elle et sa fille ont été victimes sous la coupe de son mari, et des coups et blessures aggravés qui font aujourd'hui l'objet d'une plainte. Cette situation est devenue suffisamment préoccupante pour attirer l'attention immédiate du président de la République, Emmanuel Macron...

Une vie conjugale sous le joug de la violence d'Antoine Daoust

Dessinatrice en bâtiment et vendeuse en magasin de prêt-à-porter, Malika Daoust nous a confiés son dur calvaire, qu'elle estime avoir été étouffée par les journalistes appartenant à la « *communauté des fact-checkers* ». Pendant longtemps, apeurée mais aussi animée par un illusoire espoir de le voir changer, elle n'a pas voulu parler : « *La majorité des femmes battues, comme moi, ne font rien... malheureusement* ». Ce n'est que le 16 novembre que cette mère trouvera le courage de déposer une plainte contre son mari pour coups et blessures aggravés envers elle et sa fille de 12 ans.

Rappelons que « *les violences conjugales sont punies par la loi, qu'elles visent un homme ou une femme, qu'elles soient physiques, psychologiques ou sexuelles. Il s'agit des violences commises au sein des couples mariés, pacsés ou en union libre. Si vous êtes victime et que vous signalez les faits, vous pouvez être aidé et protégé. Vous pouvez bénéficier de l'aide et de la protection quelle que soit votre nationalité et quelle que soit la durée de votre séjour en France.* »

Mme Daoust rapporte avoir été la cible de violences conjugales à plusieurs reprises, comme ce 23 mars 2022 : « *Je me suis enfui de la voiture. Il m'a rattrapée, m'a fait une balayette, s'est mis sur moi et m'a roué de coups. Il m'a porté plusieurs coups de poings et des coups de pieds. Suite à ça, la police est intervenue, ainsi que le SAMU, et j'ai été transportée aux urgences de la clinique du Sidobre* », peut-on lire dans son dépôt de plainte. Résultat : une incapacité totale de travailler (ITT) de six jours. *FranceSoir* a pu consulter le certificat médical qui atteste des séquelles de Mme Daoust. Nous le reproduisons ci-dessous.

Encore attachée à son mari, Mme Daoust décidait « *de lui donner une nouvelle chance pour notre couple et pour sa fille* », poursuit la mère de famille dans sa plainte, dans laquelle elle précise que son mari s'en est également pris à son intégrité physique par le passé, de même qu'à celle de sa fille, qui a elle aussi déposé plainte contre Antoine Daoust.

Des coups qui se seraient plus tard ensuivis de menaces de mort : « *Le 23 mars 2022, il s'en va. À ma sortie de l'hôpital, je commence à tweeter, à mettre ses fausses ordonnances sur les réseaux sociaux. Le 25 mars, il se repointe au domicile [ndlr : pour parler des prises de contact de Mme Daoust auprès l'AFP - voir ci-après]. On se parle, on se pardonne, j'efface tout ce que j'ai écrit sur mon mur. Le 17 avril, rebelote [nouveaux faits de violences qui déboucheront sur une ITT de 4 jours]. Le 24 avril, il s'en va définitivement de la maison, en me menaçant de mort, en me disant "si je reste, je te tue" ».* M. Daoust aurait ensuite rejoint une autre femme, sa maitresse.

Ce dernier n'en est pas à ses premiers faits de violence. Alors militaire, il aurait été condamné pénalement à une peine de prison avec sursis pour séquestration en bande organisée.

Mme Daoust précise sur *FranceSoir* : « *Quand Antoine est parti du domicile fin avril 2022, sachez qu'il a tout pris : la voiture, les cartes bleues... Je me suis retrouvé à zéro euros. J'ai dû mendier pour faire manger mes enfants, notamment sa fille.* ».

Dans un complément de plaintes, elle souligne également avoir « *subi des violences psychologiques de la part de [son] mari en date du 15 mars 2022* ». Ce jour-là, Malika avait pourtant tenté d'alerter sur les violences conjugales dont elle était victime, mais aussi sur plusieurs pratiques illégales du fondateur du site Fact & Furious, en entrant en contact avec l'AFP.

Une grande déconvenue pour la lanceuse d'alerte : Pauline Talagrand, rédactrice en chef adjointe au sein de l'agence, a réagi en alertant aussitôt Antoine Daoust de l'action de sa femme, avant d'en informer Malika en message privé sur Twitter et de lui signifier : « *Il semble que l'affaire relève de la sphère privée. Nous ne pouvons en l'état donner suite à une interpellation non étayée sur la réputation d'une personne externe à l'AFP. Si vous estimez que cela vaut davantage, il vaut sûrement mieux vous tourner vers les autorités compétentes.* »

Dans son complément de plaintes, Mme Daoust déclare : « J'avais écrit à Pauline Talagrand de l'AFP car elle et mon époux ont un contrat de travail ensemble. Elle ne m'a pas pris au sérieux. Elle a fait une capture [d'écran] de mes messages et les a envoyés à [Antoine Daoust]. » Elle poursuit : « *Du coup, lui m'a envoyé les messages suivants : "Mais t'es tarée ma parole, pkoï tu as contacté l'AFP ??? T'es complètement taré ma parole."* »

À ce message, Malika répond : « *Non, pas du tout. Tout le monde va savoir qui tu es Antoine, ton vrai visage : le mito, le manipulateur. Je vais tout leur dire sur toi, au moindre détail.* » Et M. Daoust de lui signaler : « *Ils viennent de m'appeler pauvre conne* ».

Mme Daoust déplore non seulement un manque de soutien, mais dénonce les propos que la journaliste a ensuite fait parvenir par messagerie privée à M. Daoust, un échange que *FranceSoir* a pu vérifier : « *Vas-y mollo Antoine* », l'a-t-elle enjoint, en lui faisant parvenir une capture d'écran dans laquelle apparaît le message d'Antoine Daoust à Malika : « *Ils viennent de m'appeler pauvre conne* ». L'intéressé a répondu à Mme Talagrand : « *Désolé. Le problème est réglé.* » Malika estime que l'AFP a choisi de « *protéger* » et de « *couvrir* » M. Daoust. Aussi, elle prévoit de porter plainte contre la journaliste, a-t-elle annoncé à *FranceSoir* dans un second Debriefing (voir plus loin dans l'article).

Dans le cadre de cette enquête, FranceSoir a pris attache mardi 22 novembre 2022 auprès de l'AFP afin d'interroger Mme Talagrand à propos de ces échanges. Le 25 novembre 2022, soit trois jours plus tard, ce n'est pas l'intéressée qui répondait à notre prise de contact, mais le service juridique de l'agence de presse. Le contenu de la réponse pose question, car il enjoignait Monsieur Azalbert d'effacer ses tweets mentionnant l'AFP et Mme Talagrand :

« *Dans différents tweets, vous accusez l'AFP et notre journaliste Pauline Talagrand d'avoir ignoré une alerte concernant des faits de violences conjugales qui auraient été infligées par Antoine Daoust.*

*Malika Daoust s'est plainte auprès de l'AFP, sur Twitter, dans une conversation privée du 15 mars 2022, d'Antoine Daoust qu'elle a qualifié de « menteur » et de « manipulateur ». Elle n'a à aucun moment évoqué des faits de violences conjugales.*

*L'AFP n'étant pas un interlocuteur pertinent pour un conflit de vie privée, nous n'avons pas donné suite à cette conversation, mais lui avons conseillé de se tourner vers les personnes compétentes.*

*Dans tous les cas, il est faux de laisser entendre que l'AFP n'aurait pas tenu compte de faits de violences conjugales, alors que de tels faits n'ont jamais été portés à notre connaissance.*

*Nous vous prions donc de retirer vos tweets et de cesser ces allégations diffamatoires et infondées, tant à l'égard de l'AFP que de notre journaliste nommé mise en cause, ces tweets ayant pour effet d'altérer ses conditions de travail. »*

Xavier Azalbert, dans un message envoyé à l'AFP en date du 26 novembre 2022, leur a fait part de son étonnement suite au refus de Mme Talagrand de répondre aux questions d'un journaliste dans le cadre d'une enquête. Dans son email, dont le PDG de l'AFP, M. Fries, est en copie, il rappelle aussi à ce « *département juridique* » que Madame Talagrand pouvait difficilement ignorer la définition juridique relative aux violences conjugales de par son expertise relative aux violences faites aux femmes, soulignant qu'elle avait été alertée par Mme Daoust du statut de « *manipulateur* » et de menteur de M. Daoust et qu'elle avait constaté le message « *pauvre conne* » adressé par Antoine Daoust à Malika. Et de demander pourquoi la journaliste a préféré refuser d'écouter Mme Daoust et enquêter.

Huit jours plus tard, le 23 mars, cette dernière nous a pourtant rapporté avoir été victime de violences physiques de la part de M. Daoust. Pour l'heure, ni le service juridique de l'AFP ni son PDG n'ont répondu à ce dernier échange.

L'Élysée réagit en 48h au courrier de Malika Daoust

Si l'agence de presse s'est refusée à réagir en mars, la réaction de l'Élysée a été autrement différente. Mercredi 16 novembre 2022, Malika Daoust, trouvant le courage de dépasser ses appréhensions, a finalement déposé plainte contre son mari pour coups et blessures aggravés sur elle et sa fille.

Le vendredi 18 novembre 2022, elle a envoyé un courrier pour signaler à l'Élysée, notamment, les violences qu'elle a subies de la part du directeur de la publication de Fact & Furious. Surprise : la réaction de la présidence sera extrêmement rapide. En seulement 48 heures, dans un courrier en date du 21 novembre, le président de la République l'informe de la bonne réception de sa lettre et de son soutien. « *Sensible au rappel des épreuves auxquelles vous avez été confrontée, M. Emmanuel Macron, déterminé implacablement à lutter contre les violences faites aux femmes, m'a confié le soin de vous transmettre ses chaleureuses pensées et tout son soutien* », peut-on lire dans le courrier de l'Élysée, qui ajoute : « *À la demande du chef de l'État, je n'ai pas manqué de signaler votre démarche à M. le Préfet du Tarn. J'ai également transmis votre correspondance à M. le Garde des Sceaux, ministre de la Justice. Vous serez tenue directement informée, par leurs soins, de la suite susceptible d'être réservée à votre intervention.* »

Une attention d'Emmanuel Macron saluée par Mme Daoust, qui tient à le remercier pour son soutien et son engagement dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Si la dissymétrie entre la réaction de l'AFP en mars et celle de l'Élysée en novembre a de quoi interpeler, le choix du chef de l'État de s'intéresser immédiatement au cas individuel d'une femme présumée battue interroge également.

Fact & Furious, une officine de désinformation bancaire aux réseaux tentaculaires

Le site factandfurious.com est présenté dans la presse comme un média de fact-checking indépendant. Ses publications sont citées par des journalistes à valeur de source crédible pour étayer leurs articles. Son fondateur détient même un prestigieux partenariat avec l'AFP. Mais en vérité, Fact & Furious, c'est surtout l'histoire d'un site piloté par Antoine Daoust, ancien barman retiré

sans compétence journalistique ou scientifique, depuis le garage de son domicile. Animé selon Malika Daoust par le désir de briller en société, prêt à toutes les compromissions pour quelques gains financiers, Antoine Daoust va rapidement devenir l'agent et l'instrument d'un réseau qui le dépasse.

En février 2021, l'ancien militaire s'est lancé dans la création de Fact & Furious. « *On a tous quelqu'un dans la famille qui est touché de près ou de loin par la désinformation ou le complotisme. On a voulu comprendre l'enjeu, le dénoncer* », a-t-il argué quelques temps plus tard auprès de France 3.

« *Un travail impartial respectueux des différences* », « *une diversité de voix et de perspectives* », « *une information traitée de façon objective et désintéressée* », ou bien encore « *une rédaction qui s'engage à respecter les dix devoirs énoncés dans la charte de Munich* » : en apparence, la vitrine présentée sur le site Internet du « *média de fact-checking* » a de quoi charmer le citoyen en quête d'une information sûre et vérifiée.

En vérité, loin d'agir de manière honnête et désintéressé, Antoine Daoust aurait créé Fact & Furious par désir de briller et par besoin de pallier ses soucis financiers, explique Malika Daoust à FranceSoir : « *Il voulait se faire connaître, c'est ça l'origine [de Fact & Furious]. Il a commencé par des vidéos YouTube pour les enfants, ça ne marchait pas. Ensuite, il a commencé à aider des nouveaux YouTubers [ndlr : ce site créé en octobre 2018 s'appelait Famous Videos Magazine] : ça ne marchait pas. Ensuite, il a ouvert ce petit journal [ndlr : en septembre 2020, un blog d'actualité généraliste baptisé Instant critique] : ça ne marchait pas. Et du jour au lendemain, le nom Fact & Furious est arrivé et ça explose.* » Un nom qui ne viendrait pas de lui, mais qui lui aurait été soufflé, explique Malika, qui rappelle les difficultés financières de son mari, frappé par le passé d'interdiction bancaire : « *Ils ont dû lui proposer de l'argent en lui disant : "Avec nous, tu vas évoluer, tu vas avoir beaucoup d'argent, tu vas être connu". Et de là, il a foncé.* »

Promesse visiblement tenue : la réputation de Fact & Furious a pu compter sur une couverture médiatique lénifiante. Au premier rang des admirateurs du site, le service public : en août 2021, France info lui consacre un article élogieux titré « *Comment des citoyens luttent contre les fake news des antivaccins sur le Covid-19 : "On vide la mer avec une petite cuillère"* ». AFP, L'Express, BFM TV... Fact & Furious servira ponctuellement de source de référence à de nombreux médias en France mais aussi à l'étranger. Son fondateur, lui aussi, sera couvert de compliments louangeurs : « *Au quotidien, Antoine Daoust traque la désinformation sur le web* », explique par exemple La Dépêche.

En août 2021, alors que le pouvoir en Afghanistan tombait à nouveau dans les mains des Talibans à la faveur du retrait des troupes américaines, Antoine Daoust, bien que condamné pour séquestration en bande organisée au temps où il était encore militaire, a également bénéficié d'une importante couverture médiatique, rappelant son engagement au côté de l'Otan dans le pays. France info, TF1, BFM TV, Le Point, Le Parisien... ont ainsi donné à la parole au vétéran. Engagement dont Mme Daoust met en cause la vertu présentée par l'ex-militaire :

**Vidéo - « *On a pu apporter un peu de répit à la population* » : un soldat français en Afghanistan témoigne - Le Parisien 16 août 2021**

[https://www.youtube.com/watch?v=OdQPWcL-B8Q&feature=emb\\_title](https://www.youtube.com/watch?v=OdQPWcL-B8Q&feature=emb_title)

Antoine Daoust n'hésite pas à se targuer que « *Fact & Furious [soit] régulièrement cité par la presse nationale et les médias* » et que le site soit « *noté cent pour cent par NewsGuard pour sa*

*fiabilité et sa rigueur* ». Signataire du Code européen de bonnes pratiques contre la désinformation émis par la Commission européenne, NewsGuard est l'outil de fact-checking de la multinationale américaine Microsoft, fondée par le milliardaire Bill Gates. Le conseil consultatif de la société compte parmi ses membres le général Michael Hayden, ancien directeur de la CIA et de la NSA, et Anders Fogh Rasmussen, ex-secrétaire général de l'Otan, ainsi que plusieurs anciens membres des administrations Clinton, Bush et Obama. En termes de crédibilité et d'irréprochabilité, l'argument n'est sans doute pas des plus vendeurs.

Le site était aussi cité sur Microsoft.com comme étant un site fiable pour les étudiants.

Par ailleurs, le site Fact and Furious était aussi recommandé en site fiable par le Poynter Institute for Media Studies, organisme de recherche américain hébergeant le « *Réseau international de vérification des faits* » (International Fact-Checking Network) et gérant le célèbre site américain PolitiFact. Quelles diligences cet organisme avait-il effectué pour accorder à Fact & Furious cette crédibilité ? Le rôle des divers instituts ont été explicités dans cette étude complète publiée sur ResearchGate : qui va fact-checker les fact-checkers ?

Un réseau de fact-checking bien organisé ?

En mai 2021, le ministère de la Culture a délivré un certificat IPG au site Fact and Furious, lui octroyant le précieux statut de site « *d'information politique et générale* ».

Se disant « très surprise » et trouvant même « *anormal* » que le ministère de la Culture puisse délivrer aussi rapidement un certificat IPG à ce site, Mme Daoust soutient que Fact & Furious aurait été monté avec l'aide d'un réseau opaque comprenant plusieurs figures sulfureuses, parmi lesquelles Rudy Reichstadt, fondateur du site polémique Conspiracy Watch, et Tristan Mendès France, animateur de l'émission "Complorama" diffusée sur France info et membre de l'Observatoire du conspirationnisme.

Rapidement dos au mur financièrement, l'aventure aurait pu finalement toucher à sa fin au mois de novembre 2021. Pour subvenir à ses besoins, Antoine Daoust espérait recevoir une bourse de ce même ministère de la Culture qui lui a délivré un certificat IPG. Paradoxalement, elle lui a été refusée au motif qu'il n'a « *pas de formation journalistique pour le fact-checking* ». Un camouflet pour le fact-checker revendiqué : la compétence dans le domaine de l'information avancée par Antoine Daoust n'est pas approuvée. Quelles diligences ont été faites par la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP) sur Antoine Daoust avant de lui délivrer ce fameux certificat IPG ?

Pourtant, dans le cadre de cette demande de bourse, Antoine Daoust a pu bénéficier d'un soutien important en la personne du député LREM, M. Botharel, qui est intervenu directement auprès du cabinet de la ministre de la Culture. La question des motivations derrière cette intervention se pose : le député macroniste a-t-il agi sur demande ?

Sa demande de bourse refusée, les partenaires d'Antoine Daoust voleront à son secours. « *Ses amis lui donnent l'idée d'organiser une cagnotte en ligne. Il s'exécute et il récolte assez d'argent : un peu plus de 16 000 euros.* » D'autres cagnottes suivront avec à la clé plusieurs milliers d'euros récoltés.

Selon Malika Daoust, une grande partie de ces fonds seront ensuite subtilisés : « *Il a signalé à la juge qu'il ne touche que 200 euros de cette entreprise.* » Et d'ajouter : « *Où est cet argent ? Qu'est-ce qu'il en fait ? Je ne sais pas, mais je vais avoir mes réponses.* » Quelque 8 000 euros auraient pu

disparaître des comptes de la société. Malika Daoust a cherché à alerter les deux autres personnes impliquées dans la gestion du site au moment de sa création, Tiko Stept et Romain Aubert, sans que ces derniers ne daignent donner suite.

### Un partenariat avec l'AFP

En décembre 2021, l'entreprise a pris la forme juridique d'une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) : une SAS qui ne comporte qu'un seul associé. Seulement un mois après la création de la société, le 13 janvier 2022, son directeur Antoine Daoust, bien que ne possédant aucune formation journalistique, comme l'a explicité le ministère de la Culture, a décroché un prestigieux contrat avec l'Agence-France presse dans le cadre de la coalition « *Objectif desinfox* ». Lancé par l'AFP le 6 décembre 2021, ce programme de lutte contre la désinformation réunit 23 médias français et bénéficie du soutien de Google, géant américain du numérique contre lequel *FranceSoir* est actuellement en procès.

Ce partenariat surprenant entérine un lien de collaboration directe entre un site de fact-checking lancé par un individu sans expérience journalistique travaillant depuis le garage de son domicile avec le plus grand organisme de presse français, dont le patron, Fabrice Fries, a récemment été mis en examen pour diffamation, avait révélé *FranceSoir*.

Le contrat biffé avec l'AFP est accessible ci-dessous :

[https://www.francesoir.fr/sites/default/files/2022-11/FF\\_AFP\\_biffé.pdf](https://www.francesoir.fr/sites/default/files/2022-11/FF_AFP_biffé.pdf)

### Une fausse indépendance

« *Fact & Furious est un service de presse en ligne indépendant* », peut-on lire dans la section « *Qui sommes-nous* » du site Internet. Vraiment ? Selon Malika Daoust, c'est un mensonge : « *Il fait le travail de commanditaires. Il faut qu'il ait leur accord. Ce n'est pas de Fact & Furious que partent les investigations.* » Et de marteler : « *[Mon mari] n'est pas libre [...] Ce que je sais, c'est que c'est un pion* ».

À en croire la lanceuse d'alerte, Antoine Daoust produisait donc des articles sur commande de façon à ce qu'ils soient publiés sur le site de Fact & Furious puis relayés par les médias, qui présentaient erronément le site comme un « *média indépendant* ». L'objectif : consolider la labellisation des personnes critiques du discours convenu sur les sujets attrayant à la crise du Covid-19 comme « *complotiste* » et « *antivax* » dans l'intention de les discréditer dans la sphère publique. Malika Daoust nous informe que les personnes ciblées par Fact & Furious étaient « *le Pr Raoult, le Pr Perronne, Idriss Aberkane et Xavier Azalbert* ».

### Influence dans les pages Wikipédia

Officiellement fiable et neutre, l'encyclopédie en ligne Wikipédia, régulièrement accusée de parti pris idéologique, reprend également ces étiquetages médiatiques, basés pour certains sur les publications du site Fact & Furious, dans le cadre de l'écriture des fiches biographiques publiées sur son site Internet. Un marquage stigmatisant potentiellement à vie.

De nombreux liens surprenants

Une question insolite se pose également, celle d'un lien de collaboration avec... les Renseignements généraux. C'est ce qu'affirme Malika Daoust dans son courrier à l'Élysée (voir plus haut) : M. Daoust mènerait des actes d'espionnages pour le compte des services de

renseignement. Dans un échange, Antoine Daoust mentionne également « *des mots de passe avec les RG* »

Parmi les autres figures du réseau gravitant autour de *Fact & Furious*, la très connue infectiologue Karine Lacombe : une « *amie personnelle* » du directeur de *Fact & Furious*, selon Malika Daoust. Échangeant régulièrement au téléphone avec le fact-checker revendiqué, Mme Lacombe a pris un rendez-vous médical auprès de ses confrères pour Mme Daoust afin de réaliser des tests cutanés qui avaient vocation à déterminer si elle serait en mesure de pouvoir se faire vacciner contre le Covid-19. Un rendez-vous médical auquel Malika n'a finalement pas donné de suite, ne désirant pas se faire vacciner... sur recommandation de son mari.

Dans une conversation de groupe qui incluait Antoine Daoust selon Malika, Karine Lacombe a sollicité de l'aide dans le cadre de la préparation de son dossier de défense suite à la plainte déposée par le Pr Didier Raoult pour diffamation après les propos tenus par l'infectiologue sur Europe 1 en juillet 2020. Elle avait déclaré que « *des actions en justice [contre Didier Raoult] pour mensonge devant la commission parlementaire [étaient] en cours* ».

Antoine Daoust entretenait aussi des liens avec des figures sulfureuses de la “*harcelosphère*” contre l'IHU Méditerranée du Pr Raoult, comme Ari Kouts, consultant pour la société de conseil Viseo, et le Dr Peiffer Smadja, infectiologue sanctionné le 21 octobre d'un avertissement par la chambre disciplinaire de première instance d'Île-de-France de l'Ordre des médecins pour ses propos « *de nature gravement anti-confraternelle* » à l'encontre du Pr Christian Perronne.

Enfin, il convient de noter qu'Antoine Daoust a collaboré avec des journalistes du sulfureux site Libération, relai des thèses les plus farfelues sur l'efficacité des diverses mesures sanitaires depuis le début de la crise du Covid-19, dans le cadre de l'écriture d'articles pour son site *Fact & Furious*.

Du blanchiment d'information sur commandes à la réalisation de faux tests PCR et de fausses ordonnances

La situation financière de la famille Daoust n'était pas au beau fixe, comme le souligne Malika. Aussi, Antoine Daoust réclamait régulièrement des fonds à sa famille, visiblement agacée, comme dans ce message du 21 août 2021 que nous avons pu consulter, dans lequel on lui rétorque : « *Depuis 5 ans, on vous a versé 50 000 euros, soit le prix d'un appart à Colomiers* ». « *On ne peut rien faire parce que tu nous as asséchés financièrement* », lui était-il signalé dans un autre message.

En parallèle de son activité de directeur de la publication de *Fast & Furious*, pour arrondir ses fins de mois, Antoine Daoust, pourtant très vigilant en ce qu'il s'agissait de rappeler le bon respect des règles sanitaires, « *falsifiait* » des tests PCR à partir de tests effectués par lui ou son épouse dans le but de les vendre à un prix fixé entre 20 euros, pour les clients réguliers, et 80 euros. Ces tests PCR étaient transmis par le biais des applications Snapchat ou Messenger. Selon Malika Daoust, il en vendait « *au moins 5 par jour pendant une période* ». Un petit business juteux.

Par ailleurs, Antoine Daoust réalisait aussi de fausses ordonnances en usurpant l'identité d'un médecin qui n'était plus en exercice.

Défenseur du vaccin anti-Covid, Antoine Daoust demande à sa femme et sa fille de ne pas se faire vacciner

Malika Daoust déclare auprès de FranceSoir qu'elle et ses enfants ne sont pas vaccinés « à la demande de son mari, car les vaccins sont toujours en phase expérimentale ». D'après elle, Antoine Daoust tenait donc un double langage en faisant la chasse aux "anti-vax" via son site Internet.

Annoncée le 22 novembre, cette enquête, alors qu'elle n'était pas encore parue, a d'ores et déjà eu des conséquences avec la disparition du site Fact & Furious et de ses comptes sur les réseaux sociaux le 26 novembre. Au travers d'un communiqué de presse, son fondateur déclare avoir dissous la SASU le 10 novembre 2022, bien qu'aucune déclaration officielle de dissolution n'ait été enregistrée et que les statuts de la société ne prévoyaient pas une dissolution anticipée. Alors que les collectes de fonds continuaient encore le 25 novembre 2022 et que la boutique de Fact & Furious est toujours en ligne, cette déclaration d'un acte de dissolution pose question à plusieurs titres, car le couple Daoust, marié sous le régime légal de la communauté, est en instance de divorce.

L'introduction de la procédure de divorce, datée du 16 novembre 2022, ne mentionne pas cette dissolution. Si cette dissolution est avérée, pourquoi cela n'a-t-il pas été mentionné dans la demande de divorce ? Antoine Daoust aurait-il commis un acte illicite qui pourrait être constitutif d'une dissimulation d'actifs ?

En amont de la parution de cette enquête, le site polémique Conspiracy Watch a publié un billet à charge contre Xavier Azalbert et Idriss Aberkane qui dénonce des « pseudo-révélation » et « une campagne de dénigrement des « fact-checkers » par la « complosphère ». « Sans surprise, les officines se serrent les coudes même face à l'inacceptable », a constaté Idriss Aberkane sur Twitter, qui ajoute : « *Il faut désormais qu'une commission d'enquête parlementaire vienne inspecter ces réseaux anti-démocratiques et leurs productions outrancières* ».

De son côté, Xavier Azalbert a appelé au lancement d'une enquête judiciaire et d'une enquête parlementaire et sénatoriale.

FranceSoir publiera prochainement une enquête sur Conspiracy Watch et ses acteurs.

Dans le cadre d'un second Debriefing, nous avons reçu Malika Daoust afin de recueillir son ressenti sur le déroulé des derniers jours depuis son premier témoignage mardi 22 novembre.

### **L'entretien et tous les documents afférents aux différends protagonistes :**

<https://www.francesoir.fr/societe/onde-de-choc-au-sein-des-reseaux-du-fact-checking-que-se-derriere-disparition-fact-and-furious>